

## EDITO

### LES « PISTES » DU P.S.U.

L'onde de choc causée par l'**attentat de la rue Copernic** peut s'atténuer, on s'y emploie en haut lieu. Restent des interrogations. Des questions, que l'indignation des défenseurs de la « Démocratie française » ne nous empêchera pas de poser.

*Première piste :*

- H. Curiel, assassiné par l'extrême-droite,
  - P. Goldman, assassiné par l'extrême-droite,
  - des dizaines d'agressions contre les travailleurs immigrés,
  - des plasticages contre des locaux syndicaux, de partis de gauche, d'organisations antiracistes (MRAP), de librairies (Encre Noire),
  - la multiplication d'actions antisémites et, le 3 octobre, la bombe rue Copernic.
- De Juin 1977 à Mai 1980, 122 attentats fascistes en France, des attentats impunis.

L'Etat est prompt à réprimer les travailleurs qui se battent pour mieux vivre, les anti-nucléaires, ceux qui renvoient leurs livrets militaires, tous ceux et celles qui s'acharnent à défendre les libertés individuelles et collectives. Pourquoi ce pouvoir se montre-t-il incapable d'empêcher les crimes nazis ?

*Deuxième piste (qui éclaire la première...)*

- offensive idéologique de la « Nouvelle Droite »

relayée aux franges de la majorité, banalisée par l'absence de riposte du mouvement ouvrier;

- présence d'éléments fascistes dans l'appareil policier, dressé à la chasse aux rouges, et dans des cercles politiques proches du gouvernement;
- utilisation de « gros bras » d'extrême-droite pour muscler les campagnes électorales (et demain pour les présidentielles ?) ;
- présence au sein du groupe parlementaire U.D.F. d'anciens activistes d'Ordre Nouveau....

Les silences, les complaisances de Giscard et Bonnet les ont rendu complices de l'extrême-droite et le noyautage fasciste de l'appareil d'Etat, sans présenter de danger immédiat, devient préoccupant.

Il importe que ces questions soient largement portées dans l'opinion, le P.S.U. s'y emploiera. De même, il entend riposter aux théoriciens de la « Nouvelle Droite » et aux activistes nazillons sans s'en remettre à l'Etat giscardien et à ses juridictions d'exception. En ayant conscience que, sur le terrain politique comme sur le terrain social, la bataille s'annonce décidément âpre.

**Jean-Jacques BOISLAROUSSIE**

---